

Ébauche de manifeste pour la société des territorialistes

(troisième version - sous la direction de Alberto Magnaghi - qui inclue les contributions parvenues pour le congrès)

Jenvier 2011

* traduction par Agnès Berland-Berthon (Bordeaux) avec la contribution d'Aurore Navarro, Lucile Garçon (Lyon).

Préambule

Le 16 avril 2010 lors de la première réunion du “Comité des Garants”, la décision de créer une association dénommée “la Société des territorialistes”¹ a été prise à l’unanimité. Cette association réunit des chercheurs de nombreuses disciplines ayant la volonté de développer un système complexe et intégré de sciences du territoire.

Depuis le milieu des années 1980, nous sommes nombreux à utiliser l’approche territorialiste pour développer nos recherches et nos projets. Elle est centrée sur *le territoire comme bien commun*, sur son identité historique², culturelle, sociale, environnementale et productive, dont *le paysage* est la manifestation sensible.

La recherche du *lieu* et des valeurs patrimoniales constitutives d’une territorialité, d’un projet et d’un mode de gouvernement du territoire permettant d’améliorer la qualité de vie et le bien-être social, constitue la référence commune des chercheurs « topophiles » : urbanistes, architectes, designers, écologistes, géographes, anthropologues, sociologues, historiens, économistes, biologistes, géophilosophes, agronomes, archéologues, etc.

L’association entend encourager l’échange d’idées entre les territorialistes de ces diverses disciplines. Elle privilégie une *orientation culturelle* plus affirmée que dans nombre d’autres approches qui ont caractérisé jusque là les sciences du territoire.

Le contexte

Le besoin de recomposer les savoirs par une approche “territorialiste”, “humaniste” et attentive à la culture des lieux, répond à un contexte constitué de plusieurs facteurs :

→ A l’heure de la globalisation, les *objectifs de croissance économique* et la compétition à laquelle se livrent des empires, des États, des entreprises, des régions et des villes pour y

¹ Le texte italien précise le féminin, ce que la version française ne permet pas.

² Ce que nous entendons par “identité” est développé au sixième point du paragraphe “Les principes”.

parvenir, les éloignent de plus en plus des *objectifs de bien-être social*. Dans la plupart des cas, l'économie est devenue "une technologie de la croissance", de la fuite en avant, de l'accroissement illimité du PIB. Cette dynamique guide les gouvernements et les institutions internationales, domine les banques centrales, les universités, les revues spécialisées et la littérature grise. La prise de distance vis-à-vis d'une telle conception de l'économie, tient au fait qu'elle a cessé depuis longtemps d'être une *science sociale*. Ce savoir, transformé en technique, poursuit son but avec de moins en moins d'égards pour les effets de la croissance économique sur la condition humaine du travail, sur les relations sociales et individuelles, sur la démocratie, la culture, l'environnement et le territoire. Ce procédé transfère ainsi aux autres savoirs la charge de réparer *post-factum* les destructions accomplies.

→ L'économie politique dominante, tant dans sa version néoclassique que marxiste, est *incapable d'intégrer organiquement les problématiques territoriales*. La cause en est l'ignorance ou le refus de l'idée de *co-évolution* entre les processus de production et de distribution, d'*évolution culturelle* de l'individu et de *transformation des milieux de vie* de la planète.

En brisant le tryptique production/culture/environnement pour privilégier son premier volet, l'économie ne tient pas compte des répercussions que cela entraîne sur les changements anthropologiques et sur l'évolution du contexte historico-environnemental. Cette négligence conduit à une analyse économique amputée et artificielle qui génère des politiques inadaptées aux besoins de l'homme et de l'environnement naturel. D'où des divergences croissantes. D'une part, entre le bien-être calculé sur la base du PIB par habitant et un style de vie en phase avec les besoins réels de l'homme, et d'autre part, entre les exigences d'une humanité en croissance continue et la capacité de réaction de l'environnement naturel.

Le *retour au territoire*, entendu comme le berceau et le résultat de l'agir humain, exprime et symbolise la nécessité de réintégrer dans l'analyse sociale, y compris économique, les effets des actions humaines sur la pensée et sur l'environnement naturel, toujours historiquement et géographiquement déterminés.

→ Compte tenu de la complexité de ces transformations, les instruments traditionnels de mesure de la richesse, tel que le PIB, sont profondément inadaptés.

En effet, la croissance du PIB s'accompagne de plus en plus de phénomènes de *polarisation sociale*, et multiplie des *formes de pauvreté anciennes* (faim, mortalité infantile, chômage, précarité) et *nouvelles* (baisse de la qualité environnementale et de l'habiter, désastres écologiques, pulvérisation identitaire, individualisme, consumérisme, etc.). Dans ce contexte, la crise globale investit les dimensions économiques, écologiques et culturelles, minant à la base les théories economicistes du développement.

→ Les concentrations progressives du capital ont entraîné un *éloignement croissant* entre les centres de décision technico-économico-financiers, les capacités de contrôle et de gouvernement

des populations locales, et les constituants matériels de la reproduction de la vie (l'eau, l'alimentation, l'énergie, les semences). Ces derniers se sont transformés en marchandises et les habitants en clients du "marché de la vie".

La *technoscience devenue entreprise* a construit cet éloignement. Réduite à une machine productive, la science est directement orientée vers le profit. Nous sommes face à un phénomène absolument inédit dans l'histoire des sociétés humaines. De nombreuses *corporations transnationales* fondent aujourd'hui une grande partie de leur suprématie économique sur les découvertes et les brevets de leurs propres laboratoires. La recherche bio-technologique se présente comme une entreprise, et nous assistons à une privatisation généralisée sans précédent de la technoscience. En éloignant toujours davantage les centres de décision, ce phénomène pose de nouveaux problèmes aux pouvoirs publics et aux processus de législation. Il défie ainsi les bases traditionnelles de la démocratie.

→ Un vaste mouvement de *refoulement, de marginalisation, de dégradation et de dé-contextualisation* des lieux, des paysages, des milieux de vie des populations et des relations conviviales de proximité a été enclenché. Il est directement lié à la croissance exponentielle d'une seconde nature artificielle, à des formes d'urbanisation posturbaines indéterminées, et à la réduction du territoire à un simple support des activités économiques. L'appauvrissement du paysage mécanisé qui en résulte est le produit de la pensée économique moderne. Banalisé, uniformisé, le paysage tombe en ruines.

En s'appuyant sur les paradigmes économicistes du développement et en les appliquant à la structure des territoires, la civilisation contemporaine a eu un effet *détracteur* sur le paysage et l'environnement. Elle a engendré la destruction des *lieux* et a violenté les éléments qui, de longue date, structuraient l'identité des régions.

L'usage du territoire contemporain répond dès lors à d'autres logiques qui sacrifient l'environnement à l'urgence de la croissance économique, et sont indifférentes aux lieux et aux identités paysagères qu'elles considèrent de façon marginale. Nous ne sommes pas face à un *projet de territoire* qui serait une édification de lieux, mais face à des *projets sur le territoire* qui sont des constructions d'espaces bâtis, destructeurs de lieux. Cette destruction est d'autant plus grave qu'elle est irréversible : construction historique, le territoire est une ressource rare qui ne peut jamais complètement se régénérer.

Ces facteurs – parmi d'autres – obligent à porter un regard critique sur les récits dominants qui présentent le monde contemporain comme promis à la ruine par les processus de *déterritorialisation* et de *désatialisation* engendrés par la globalisation.

Ils engagent à dénoncer l'inanité des actions correctives sectorielles et « end of pipe ».

Ils mettent en évidence la nécessité de développer des sciences territoriales capables de lutter localement et de manière intégrée contre l'ensemble de ces processus pour redécouvrir la richesse géo-culturelle des lieux, inventer et réinventer concrètement la multiplicité des savoirs et des formes de vie singulières et communes.

Les principes

A partir de ces éléments de contexte qui justifient la nécessité d'une recomposition des savoirs, les débats entre "territorialistes" conduisent à assumer les postulats suivants :

1. Le territoire, en tant que produit culturel, est *le résultat de processus coévolutifs de longue durée entre établissement humain et environnement.*

Selon cette définition, le territoire n'existe pas en soi. Il est chaque fois transformé par le projet culturel d'une civilisation qui peut reproduire ou accroître (coévolution constructive) sa valeur patrimoniale, ou la diminuer (coévolution à dominante destructive). Le projet territorialiste se situe dans la première option. Dans une société contemporaine fortement déterritorialisante, il consiste à produire de la *valeur ajoutée territoriale* qui, à travers des formes de gouvernement social de production du territoire, augmente le bien-être individuel et social de ceux qui l'habitent, y travaillent et le parcourent.

2. Dans cette perspective, le territoire ne peut plus être considéré comme un "*support inerte*" de relations sociales (économiques, politiques, inter-subjectives), ni comme une *part d'un écosystème terrestre* plus ou moins "anthropisé", pourvu de certaines "dotations" (tangibles ou non) accumulées au cours du temps. L'approche "territorialiste" l'interprète comme *un système vivant à haute complexité*, produit de la rencontre entre événements culturels et naturels, et composé de *lieux* (ou régions) dotés d'une identité, d'une histoire, de caractères, de structures, inscrits dans le temps long.

Il convient alors de rappeler :

a) *L'indivision entre nature et culture*, et le lien interactif des sociétés humaines avec la terre (dans son entité géologique, topographique, écologique, végétale et animale). Ce lien absolu invite à dépasser définitivement la dichotomie qui divise le territoire entre espaces naturels et espaces anthropisés.

b) *L'indivision entre territoire et histoire*. Par définition, le territoire a toujours en propre, et ne peut pas ne pas avoir, une profondeur historique active, y compris sous les formes latentes d'une identité oubliée depuis longtemps, que ce soit dans notre existence individuelle et collective ou/et dans les processus mentaux, linguistiques, perceptifs et sensoriels.

3. Dans ce *système de lieux*, les relations intersubjectives sont transmises, alimentées et caractérisées par les relations qu'elles entretiennent avec un *environnement matériel*.

Nous considérons comme « matérielles » les composantes environnementales “intangibles” (c'est-à-dire relativement stables et liées à la matérialité des lieux) ainsi que l'ensemble des éléments recouverts par les termes de *capital ou de patrimoine immatériel*.

Le patrimoine est alors un gisement savant qui intègre le capital social, les savoir-faire contextuels, le capital cognitif local, la capacité entrepreneuriale et institutionnelle locale, les systèmes locaux de production, les styles de vie, les caractères identitaires du milieu, les paysages ruraux et urbains, etc. Les systèmes de connaissance et de valeurs locales, divers et pluriels, sont la base de l'évolution et de l'adaptation, dans une continuité historico-géographique rendue encore plus nécessaire dans un moment d'instabilité et d'imprévisibilité. La connaissance et les valeurs exprimées par la population locale sont le socle du développement d'un territoire vital, capable de s'auto-régénérer.

Dès lors, le premier devoir de la recherche et de l'action territoriale est d'enquêter sur les multiples cadres de référence cognitifs et sur les valeurs présentes localement, puis de les traduire respectivement de façon à construire un infralanguage connexe, capable d'exprimer les projets locaux communs.

4. L'approche territorialiste considère les relations avec l'environnement matériel et en vérifie la pertinence. Il tente de les libérer de l'économicisme qui limite les potentialités sémantiques de certaines d'entre elles, et du paradigme industrialo-mécaniciste qui considère les lieux comme des “supports inertes” de productions marchandes.

Les relations avec l'environnement matériel sont donc considérées comme “écologiques” au sens large, *constitutives* de relations sociales (économiques, politiques, culturelles, institutionnelles) qui ne suivent pas une logique déterministe.

Suite au tournant écologiste de la moitié du siècle dernier et à ses retombées déterministes, il est nécessaire de repenser les rapports entre *naturalité, ruralité et urbanité*, et d'affirmer leur coexistence aux quatre coins de la planète. Alors que l'évolution de la pensée scientifique contemporaine semble changer le sens de la présence de l'homme au monde, il faut porter notre attention sur la *diversité bio-culturelle* qui anime les dynamiques territoriales et stimuler leurs processus d'interaction. Des documents internationaux récents mettent en évidence la nécessité de déplacer le centre d'intérêt de la *bio-diversité* (objet actuel de célébrations) vers la *socio-diversité*, c'est-à-dire vers les diversités déterminées historiquement et culturellement, socles des choix des sociétés contemporaines.

C'est dans ce contexte complexe et problématique que la recherche doit se concentrer sur une nouvelle territorialité, emplie de mémoire et de connaissance environnementale. Cette recherche exige de *dé-naturaliser* les choix de transformation anthropique, choix trop souvent occultés par

des alertes génériques liées aux événements naturels (fausses urgences naturelles qui couvrent d’authentiques “catastrophes planifiées”, et logiques dévastatrices de gestion « d’urgence » du territoire).

5. *La dimension locale est fondamentale.* Ce point de vue met en évidence la particularité, l’identité, l’unicité du lieu. Le terme de “lieu” ne fait pas référence à une échelle ou à des dimensions spatiales données. Le lieu n’est pas nécessairement petit. Le village, la vallée, la biorégion, la Méditerranée, les Alpes, l’Europe, sont des lieux s’ils sont analysés, interprétés et appréhendés de manière projectuelle dans leurs caractères identitaires particuliers. Tout commence et tout revient aux lieux, et cela – aujourd’hui plus que jamais – à toutes les échelles. Pour comprendre et éventuellement transformer les lieux, il faut une *vision trans-scalaire* : chaque topographie est une cosmographie. Il n’y a pas de topophilie sans géophilie. Il n’y a pas d’identité locale sans le sens d’appartenance à l’universel, sans l’ouverture vers l’autre, conditions indispensables pour conserver cette vision et la développer dans la durée.

6. Un bon équilibre entre fermeture et ouverture d’un système local ne fait pas de l’identité une construction immobile, un héritage inchangé à transmettre, mais bien une *réalité dynamique, établie sur le long terme et projetée dans le futur*. Plus que toute autre chose, l’identité locale est une potentialité, une *chance*, un projet.

Une identité locale tournée vers le futur est plus importante qu’une identité qui se contenterait de regarder en arrière. Ainsi, il est fondamental de délivrer les questions territoriales des phénomènes discriminatoires (ethnocentriques, xénophobes, néo-nazies et racistes) qui résultent le plus souvent d’une compétition politico-économique entre sociétés locales. Pour cela, il faut revenir à une critique systématique des circonstances dans lesquelles se produisent ces dégénéralions, en portant une attention critique particulière à l’instrumentalisation politique de l’histoire et de la mémoire des lieux.

7. Il revient aux habitants et à leur art de vivre d’assumer un rôle direct et imprescriptible dans la construction d’un projet identitaire dynamique fondé sur la solidarité.

L’*art de vivre* est l’ensemble des propositions faites au progrès humain par un lieu et un peuple donnés. La diversité des arts de vivre a une grande valeur, chacun d’eux exprimant une réponse consolidée à un ensemble de situations uniques. Substituer à cette pluralité une proposition qui se prétendrait meilleure que les autres, ou plus moderne, présuppose une critériologie ordonnatrice qui n’a pas de raison d’être. Par exemple, après une catastrophe environnementale, on peut considérer que l’art de vivre d’une communauté du Mato Grosso a sa propre réponse aux nouveaux problèmes environnementaux, plus valide que celle froidement élaborée par les scientifiques.

L’intérêt de conserver la pluralité des arts de vivre réside dans leur capacité à constituer des solutions originales, éprouvées depuis longtemps, permettant de résoudre les problèmes de l’humanité. Cet intérêt universel est comparable à celui accordé à la biodiversité. La tendance du

marché à digérer et à recycler chaque art de vivre selon le profit qu'il serait possible d'en tirer est donc une menace pour l'humanité.

8. *Le développement de la société locale* est la déclinaison anti-économiste du terme « développement ». Elle n'est pas sans rapport avec l'importance croissante de la qualité du paysage, de l'environnement naturel et social. Cette déclinaison se mesure en premier lieu par ce qui doit *décroître* : le primat des relations économiques globales, la consommation des ressources et du sol, de l'énergie, du milieu, des relations de proximité, etc. En second lieu elle se mesure par ce qui doit *croître* : la citoyenneté active, la conscience du lieu, les arts de vivre particuliers, les systèmes économiques locaux fondés sur la valorisation du patrimoine, les savoirs contextuels pour un soin attentif porté au territoire et à la reproduction de la vie, la qualité des paysages urbains et ruraux, les diverses formes de soutien mutuel entre habitants, d'autogouvernement et de fédéralisme solidaire.

En d'autres termes, le développement de la société locale se mesure autant à la croissance de son bien-être – au sens de *joie de vivre*, bonheur public, *buen vivir* – qu'à sa capacité à encourager la participation politique par le dialogue entre les valeurs et les connaissances de chacun. Il se mesure finalement à sa capacité d'élaboration critique de parcours alternatifs aux modèles politiques et économiques qui provoquent de nouvelles pauvretés individuelles et sociales et une consommation irréversible du territoire et de l'environnement.

Les missions de l'association

Au regard de ces principes, la Société soutient et valorise des études et des expériences socio-politiques alternatives. Dans le domaine des rapports gouvernants/gouvernés, il s'agit d'identifier et de promouvoir les expériences et les démarches qui réhabilitent le double sens du concept d'*ethos*, entendu comme *mode d'agir et de se comporter* les uns envers les autres et comme *manière d'habiter le monde*.

La Société œuvre à des fins culturelles. Elle favorise le débat entre les disciplines qui affirment, à des fins de bien-être social, de bonheur public, et d'intégrité, la centralité du territoire, la valeur des lieux et du patrimoine local dans les processus de connaissance et de transformation des systèmes de soutenabilité de la vie sur notre planète. Elle développe ainsi une connaissance et une responsabilité à l'égard du *territoire perçu comme bien commun*. Le Lieu des habitants, de leurs mondes de vie, est indivisible.

Afin que la recherche scientifique et l'action politique territoriale vérifient ces postulats, il faut au préalable promouvoir des *domaines de recherche-action* pluri- et trans-disciplinaires au sein du vaste champ des *arts et sciences du territoire*. Il faut également identifier des réponses cohérentes, capables d'aborder le territoire de manière *unitaire* et de passer outre la fragmentation caractéristique des disciplines et des politiques sectorielles.

La subjectivité complexe de la territorialité ne peut être étudiée hors des diverses spécialisations disciplinaires. Cela suppose un effort collectif, capable de se saisir des nouveaux besoins et des questions que se pose la société civile et d’y répondre. L’orientation territorialiste implique une vision *pluridisciplinaire, voire transdisciplinaire*, qui permette de relever les défis de la complexité sous-jacente aux dynamiques territoriales. Une vision partagée peut contribuer à optimiser les efforts de la culture scientifique afin de développer des politiques territoriales plus acceptables et efficaces.

Mais ce partage doit résulter de l’écoute de la diversité des conceptions, des matrices de pensée et des paradigmes interprétatifs exprimés par les divers horizons disciplinaires. Il n’existe pas une seule et unique idée du territoire. C’est précisément par la confrontation fertile de ces diverses interprétations que le front de la connaissance avance et que les projets de territoire prennent forme. La Société progresse également en comparant les bifurcations grâce auxquelles chacun peut apprendre de l’autre, et en mettant en discussion ses propres positions et ses propres outils linguistiques.

Cette comparaison-confrontation est un passage obligé pour qui veut construire *une approche épistémologique et une terminologie commune aux diverses disciplines*. Elle se réalise à partir d’une reconnaissance claire des sciences de la nature et des sciences humaines, et d’une critique de l’approche hégémonique des technosciences.

La Société ne prétend pas se substituer aux nombreuses associations catégorielles qui caractérisent les différentes disciplines. Elle se veut un lieu de confrontation théorique, méthodologique et expérimentale, des divers apports disciplinaires portant sur des thématiques et des problèmes importants, identifiés au fur et à mesure par l’association. Construire ces complémentarités transversales devrait être la première tâche de la Société, de façon à produire une vision holistique du territoire, de ses problématiques, afin d’aboutir à une fertilisation croisée des diverses compétences.

La Société, bien que principalement promue par des chercheurs du monde universitaire, naît en tant qu’association *externe et autonome* par rapport à l’université. Elle ne renonce cependant pas à intervenir, de l’intérieur ou de l’extérieur, dans les processus de transformation des institutions de recherche et de formation supérieure pour y réduire l’influence croissante de l’entrepreneuriat, et pour créer – dans la mesure du possible – des opportunités nouvelles de valorisation des initiatives qui émergent hors et au sein de l’université.

Elle pourra alors promouvoir des instituts culturels autonomes (à l’instar des Maisons des Sciences de l’Homme fondées par Fernand Braudel), et intervenir dans la mise en place d’instituts pluridisciplinaires (sous forme de Départements inter-facultés et inter-établissements, centres inter-universitaires, doctorats, projets de recherche, etc.) pour diffuser au sein de l’université une culture territorialiste.

La Société a la tâche de développer la *dimension internationale* des points suivants : d'une part le « jeu d'échelle » de nombreuses problématiques territoriales et leur interférence grandissante avec des questions globales ; d'autre part la pertinence supranationale des référentiels scientifiques, politiques et culturels qui soutendent l'option territorialiste. Il suffit par exemple de rappeler l'émergence des « nouveaux paradigmes » pour la conservation de l'environnement à l'Union Mondiale de la Nature, le débat sur l'ancrage local des valeurs universelles à l'Unesco, le tournant territorialiste de la Convention européenne du paysage au Conseil de l'Europe. C'est à la lumière de ces références que les spécificités de notre pays et de ses multiples réalités locales peuvent se distinguer, ainsi que le rôle que ces dernières peuvent jouer en matière de « développement local ». Penser les réalités locales comme des « éclats du monde » n'implique pas une banale dilatation spatiale du projet de territoire, mais plutôt une approche trans-scalaire, qui, en partant des lieux, met en lumière leur potentialité et leur connectivité.

Poursuivant dans ce sens, la Société devra promouvoir des relations prioritaires avec des *expériences européennes analogues d'associations et de sociétés* ayant la même identité culturelle. Bien entendu, il ne s'agit pas de réduire mais d'exalter les diversités de cette culture commune : en premier lieu les langues, patrimoines fondateurs des sociétés humaines (en se défiant de la circulation intensive et homogénéisante des vocables anglo-saxons), et en second lieu les particularités socio-productives liées aux spécificités des styles de vie.